



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LUTTER POUR NOS EMPLOIS, C'EST MAINTENANT !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - JEUDI 13 SEPTEMBRE 2012

LUTTER POUR NOS EMPLOIS, C'EST MAINTENANT !

Lors de son interview télévisée, Hollande a prêché la patience aux classes populaires. Mais son « *agenda du redressement pour 2014* » est en réalité dès maintenant une politique au service des patrons et des banques. Il veut « *plus de souplesse et plus de protection* » à la fois pour les salariés ET les entreprises. Traduction : la protection pour le patronat, et encore plus de flexibilité pour les salariés !

Il souhaite un « *compromis historique* » avec le patronat, du « *donnant-donnant* » qui soit « *gagnant-gagnant* ». Autrement dit, il demande aux syndicats de négocier les plans de licenciements, la précarisation et la flexibilité du travail et des salaires.

Sous prétexte de lutte contre le chômage, la même politique favorable aux patrons va continuer : baisse des cotisations patronales et augmentation de la compétitivité. Les « *contrats d'avenir* » pour les jeunes vont précariser toute une génération. Et Hollande a le culot de présenter la baisse des cotisations sociales, et leur probable transfert sur la CSG, comme une mesure de justice alors que ce sont nos salaires qui seront amputés et notre protection sociale remise en cause.

Quant au « *Traité sur le pacte budgétaire* », négocié par Sarkozy et Merkel, Hollande peut essayer de nous le repeindre en rose avec son « *pacte de croissance* », il va bel et bien institutionnaliser le fait de faire payer la crise aux travailleurs. Voilà pourquoi la manifestation unitaire contre la ratification du « *Traité Européen* », le 30 septembre, doit être une première riposte contre l'austérité de gauche.

UN GOUVERNEMENT TOUT SUCRE TOUT MIEL AVEC LES PATRONS

Les plans de licenciements tombent chaque jour : à PSA, Air France, Carrefour, Fralib, Doux, Sanofi, Sodimecal, Technicolor, Arcelor et ailleurs. Le chômage atteint des records. Mais, aux salariés frappés par la perte de leur emploi et jetés dans la précarité, Hollande n'a rien à dire. Le gouvernement socialiste préfère discuter avec les patrons. Il n'y a qu'à se rappeler l'empressement montré par une

dizaine de ministres, dont le Premier d'entre eux, à parader à l'université d'été du Medef. Ayrault a déclaré qu'il comprenait les inquiétudes du patronat ! Pour PSA, le gouvernement entérine la restructuration du groupe avec la fermeture d'Aulnay et les 8.000 suppressions d'emplois.

PRÉPARONS LA RIPOSTE

Pour ceux qui hésitaient encore, les doutes doivent être levés : face à ce gouvernement et au patronat toujours aussi avide, nous n'aurons que ce que nous arracherons.

En juin, l'annonce de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay a fait l'effet d'une bombe et c'est bien le sort de dizaines de milliers de salariés de la filière automobile qui est en jeu. Mais c'est aussi un sacré test pour le patronat tout entier. Ghosn l'a dit à sa manière : si un constructeur se lance dans une restructuration, « *il forcera les autres à le suivre* » !

C'est pour cela qu'il faut unifier nos forces, non pas seulement par solidarité, mais parce nous sommes tous concernés. Le 15 septembre, les salariés de PSA manifesteront à Rennes. Le 29, les salariés de l'usine Ford de Blanquefort appellent à manifester au Mondial de l'automobile. Le 9 octobre, des appels à des débrayages et à manifester à Paris sont lancés dans la filière automobile et toutes les branches industrielles, avec un rendez-vous le matin au Mondial.

Ce sont autant d'occasions pour reprendre confiance dans nos propres forces. Mais l'enjeu est aussi d'unifier et de faire converger nos mobilisations, vers un mouvement d'ensemble, car ce sera la seule façon d'imposer un véritable plan de sauvegarde de l'emploi et des conditions de travail pour l'ensemble du monde du travail.

Un plan dont les premiers objectifs seraient l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes et l'augmentation de 300 euros par mois de tous les salaires et minima sociaux.

Cela veut dire remettre en cause le droit de propriété du patronat et des actionnaires, c'est à dire celui de vie ou de mort sociale sur leurs salariés.

Le droit à l'emploi pour tous et toutes, c'est maintenant qu'il faut l'imposer !

NON À LA RATIFICATION DU "PACTE D'AUSTÉRITÉ" EUROPÉEN !

Début octobre, le pacte budgétaire européen, dit TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance) sera soumis à la ratification parlementaire.

Le TSCG est la mise en œuvre de la « règle d'or » élaborée par Merkel-Sarkozy et reprise par Hollande. L'affaire est d'autant plus scandaleuse que lors des dernières élections, les candidats socialistes s'étaient tous engagés à ne pas ratifier le texte en l'état.

Son adoption serait une attaque redoutable. Le « déficit structurel » du budget devrait être contenu à 0,5% du PIB. Ceci signifierait une coupe de plusieurs dizaines de milliards des dépenses publiques ! Ce serait le remboursement à marche forcée pour les pays dont la Dette publique excède 60% du PIB (France : 80%) !

Dans les pays victimes d'un déficit « excessif », le traité prévoit d'engager des réformes « structurelles », sous le contrôle de la Commission Européenne. (traduire : la mise à sac de nos acquis, retraites, Sécu, etc...).

Le TSCG est un traité de régression sociale qui implique une politique anti-sociale extrêmement violente. Tout doit donc être fait pour en empêcher sa ratification.

Le NPA, dans l'opposition de gauche à ce gouvernement, condamne cette politique. Notre objectif demeure celui d'un gouvernement menant une politique de rupture avec ce système capitaliste en banqueroute. D'ores et déjà, de nombreuses associations, partis de gauche, syndicats exigent la non ratification de ce Traité. Entre autres initiatives, une manifestation nationale est convoquée le 30 septembre. Les militants du NPA seront aux premiers rangs de l'activité permettant de d'assurer le succès de cette manifestation nationale.

Contre l'Union Européenne et ses plans d'austérité

Le 30 septembre, tous dans la rue !

PSA: COMBATTRE UNE RESTRUCTURATION PRÉTENDUMENT "INÉVITABLE"

Après Hollande jugeant « *inacceptable* » le projet PSA et les déclarations de Montebourg claironnant « *qu'il ne laisserait pas faire* », Hollande-Ayrault-Montebourg avaient mandaté un expert pour étudier la validité économique de la fermeture du site d'Aulnay et de la suppression des 8.000 emplois chez PSA.

En rappelant les 3 milliards de dividendes versés de 2009 à 2011 et les 2,8 milliards de rachat d'actions par PSA, le rapport d'expertise rendu public mardi montre clairement que la famille Peugeot a fait fortune sur le dos des salariés.

Mais respectueux des exigences du profit capitaliste, il juge la fermeture d'Aulnay inévitable et cherche à opposer les salariés des usines de Madrid et d'Aulnay.

Le redressement productif de Montebourg s'est transformé en redressement destructeur d'emplois. Après ses déclarations scandaleuses appelant les syndicats à la « *responsabilité* » pour ne pas

« *affaiblir le constructeur* », les travailleurs ne vont pas manquer de lui rappeler que le maintien du site d'Aulnay et de tous les emplois dans toutes les usines du groupe constituent des revendications non négociables.

Le dialogue social n'y changera rien. C'est pourquoi le NPA défend l'expropriation de la famille Peugeot pour mettre en place, sous contrôle des salariés, une organisation de la production qui préserve tous les emplois, avec l'amélioration des conditions de travail et la progression des salaires. Des exigences à imposer par la mobilisation, pour construire le rapport de force.

MARCHÉ DU TRAVAIL: ÇA SENT LE SAPIN

Le patronat voulait une « *réforme du marché du travail* » pour faciliter les licenciements et améliorer sa compétitivité: il va être comblé. Dimanche, Hollande lui a promis de « *réformer le marché du travail, pour qu'il soit plus souple et en même temps plus protecteur* ». Comme s'il était possible de garantir, en même temps, les intérêts des travailleurs et les privilèges des patrons.

C'est Michel Sapin, ministre du travail, qui a dévoilé le document d'orientation de cette réforme, applicable au plus tard dans 6 mois. Il relance notamment le chantier de Sarkozy sur la « *flexi-sécurité* » et les « *accords de compétitivité-emploi* ». L'objectif: en échange de la promesse d'une plus grande sécurité en matière d'emploi, imposer aux travailleurs une plus grande flexibilité salariale.

En clair, une entreprise exigerait que ses salariés acceptent le gel des salaires et une flexibilité accrue de l'organisation du travail contre la promesse de préserver leur emploi, chaque fois qu'elle invoquera des difficultés économiques. Mais à la différence de Sarkozy, au nom « *d'un haut niveau de dialogue social dans les entreprises* », l'actuel gouvernement espère obtenir la caution des syndicats

L'AUSTÉRITÉ, C'EST DÉJÀ MAINTENANT

Pour faire les poches aux salariés, le gouvernement Fillon avait décidé le gel du barème de l'impôt pour 2012 et 2013. Résultat: pour peu que nos salaires aient été augmentés, même du seul montant de l'inflation, les impôts ont déjà augmenté.

Pour être élu, Hollande avait alors promis de revenir sur cette mesure en déclarant: « *C'est ce qu'il y a de plus injuste* ». Mais 100 jours après son élection, le candidat devenu président a jeté cette promesse aux orties et décidé le maintien de cette mesure... sauf pour les revenus inférieurs à 991€ par mois.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « *auto-critique* » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique